



Le Saint-Siège

*Discours aux membres de la «Paasikivi Society» (association qui regroupe des représentants du monde politique, artistique, scientifique et du monde des affaires) à Helsinki**

5 juin 1989

1. Je vous remercie, monsieur le Président, pour vos aimables paroles de bienvenue. Je suis heureux de vous saluer tous, vous les membres de cette prestigieuse association Paasikivi, ainsi que les diplomates et les personnalités distinguées qui honorent cette rencontre de leur présence. Ma venue au Finlandia Hall, en réponse à votre aimable invitation, a pour but de manifester, une fois de plus, l'appui total du Saint-Siège au processus qui s'est mis en route à cet endroit, le 1^{er} août 1975, à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

L'Acte final d'Helsinki, signé par les nations européennes ainsi que par le Canada et les États-Unis, doit être considéré comme l'un des instruments les plus significatifs du dialogue international. A cette occasion, les trente-cinq pays signataires sont parvenus à un accord sur un fait fondamental, à savoir que la paix n'est pas assurée quand les armes se taisent; mais bien plutôt que la paix est le résultat de la coopération entre les individus d'une part et entre les sociétés d'autre part, ainsi qu'en respectant certains impératifs éthiques.

Les fameux «dix principes» qui préfacent l'Acte final d'Helsinki constituent la base sur laquelle les peuples d'Europe, victimes de tant de guerres et de divisions, désirent maintenant consolider et préserver la paix afin que les générations futures puissent vivre en harmonie et en sécurité.

2. Les auteurs de l'Acte final ont clairement réalisé que la paix serait précaire sans la coopération entre les nations et entre les individus, sans une meilleure qualité de vie, et sans la promotion des valeurs que les Européens ont en commun. C'est pourquoi, parmi les dix principes, le septième parle du "respect pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de foi ». En plus, au troisième paragraphe adopté à l'initiative du Saint-Siège, on lit que les États participants, je cite, « reconnaissent et respectent la

liberté de l'individu de professer et de proclamer, seul ou en communion avec d'autres, la religion ou la foi, en agissant conformément à sa conscience ».

En plaçant ainsi le respect pour la liberté religieuse parmi les fondements de la paix en Europe, l'Acte final, non seulement est resté fidèle à l'héritage spirituel européen, imprégné depuis ses origines par le message chrétien, mais a reflété une conviction de l'Église catholique - et de beaucoup d'autres croyants - que le droit des individus et des communautés à la liberté sociale et civile en matière religieuse est l'un des piliers qui supporte l'édifice des droits humains.

Vos Excellences, Mesdames et Messieurs, à la Conférence d'Helsinki, les négociateurs, ont confirmé le principe que les croyants qui se sentent mis à l'écart à cause de leur foi, ou qui craignent des réactions hostiles quand ils pratiquent leur foi, ne peuvent pas participer pleinement à la construction de la société dans laquelle ils vivent. Quand les droits humains fondamentaux sont réprimés, l'harmonie sociale de toute une nation est en quelque sorte perturbée. Le résultat est que le travail de la paix est entravé. Mais les auteurs de l'Acte final ont aussi saisi une autre dimension de la liberté religieuse, sur laquelle la Délégation du Saint-Siège n'a pas manqué d'insister quand l'occasion s'en présentait: la dimension « sociale » de la pratique religieuse. Bien au-delà de la « liberté d'adoration », être membre d'une communauté de foi présuppose des contacts et des réunions entre ceux qui professent la même foi. C'est à la lumière de cette pensée que l'on doit lire le paragraphe suivant de la troisième « corbeille » consacrée aux contacts humains: les signataires « confirment que les croyances religieuses, les institutions et les organisations, en activité dans le cadre de la Constitution des États participants, et leurs représentants, peuvent, dans le champ de leurs activités, avoir des contacts et des réunions entre eux et échanger des informations ».

3. Je désire souligner qu'en plaidant pour une liberté toujours plus grande de la pratique religieuse, le Saint-Siège a toujours pris en compte l'opinion des autres chrétiens et des dénominations non chrétiennes. Il n'y a pas eu absence de consultation et beaucoup de familles spirituelles autres que l'Église catholique ont exprimé leur appui pour cette façon d'aborder la question. Elles ont aussi affirmé que les idées développées durant les consultations d'Helsinki et de Genève avaient reçu un accueil favorable parmi les autorités de leurs pays.

Au cours des nombreuses réunions qui ont suivi dans le sillage de l'accord d'Helsinki, le Saint-Siège a toujours pris soin de montrer combien l'exercice libre et effectif de la religion contribue au renforcement de la sécurité et de la coopération entre les peuples, et d'identifier les cas regrettables de déni de la liberté religieuse aux communautés catholiques de rite oriental, qui ont perdu jusqu'au droit d'exister dans les nouvelles structures politiques et juridiques d'après-guerre.

A la lumière du fossé qui existe entre les principes énoncés et les graves obstacles rencontrés par plusieurs communautés de croyants en Europe, j'ai pensé qu'il était approprié, quelques mois avant le début de la troisième Conférence de Madrid, d'écrire aux chefs d'État de tous les pays

signataires de l'Acte final. Il fallait aider les négociateurs à définir soigneusement la liberté de religion, à la considérer dans toutes ses dimensions et principalement à éclairer la contribution que la liberté religieuse peut apporter pour maintenir la paix et la coopération entre les peuples. Mesdames et Messieurs, je suis heureux de dire que plusieurs distingués chefs d'État non seulement ont été assez aimables pour me répondre mais ont aussi exprimé leur accord avec le contenu de mon message. Ce message était en harmonie avec la Déclaration sur la liberté religieuse de Vatican II, qui affirme clairement qu'une véritable application du principe de la liberté religieuse aide également à l'éducation des citoyens pour reconnaître les exigences de l'ordre moral et en conséquence pour «régler leurs activités avec responsabilité, et s'efforcer d'atteindre ce qui est vrai et juste, en voulant toujours se joindre aux autres pour coopérer» (Dignitatis humanae, 8).

Comme vous vous en souvenez, il a été possible à Madrid d'ajouter au document de clôture le paragraphe suivant: "Les États participants réaffirment qu'ils reconnaîtront, respecteront et en outre prendront les mesures nécessaires pour assurer la liberté de l'individu de professer et de pratiquer, seul ou en communauté avec d'autres, sa religion ou sa croyance en accord avec les impératifs de sa conscience. Dans ce contexte, ils consulteront, quand cela est nécessaire, les croyances, les institutions et les organisations religieuses qui agissent à l'intérieur des régimes constitutionnels de leurs propres pays". De telles consultations sont toujours bénéfiques, et j'ai jugé approprié de les proposer, comme certains s'en souviendront, quand j'ai visité le siège des Nations Unies le 2 octobre 1979.

Le document de Madrid envisage également l'autorisation de donner un statut légal approprié aux religions, institutions et organisations qui le demandent et sont prêtes à pratiquer leur foi dans le cadre constitutionnel normal. Il affirme que les États sont décidés à faciliter l'activité et les contacts entre les communautés et leurs représentants dans le domaine de leur action spirituelle. Ce sujet a été traité d'une façon plus spécifique à une réunion d'experts sur les contacts entre les gens, tenu à Berne en 1983.

Il est réconfortant de constater que certaines idées ont fait leur chemin, en dépit des sérieuses difficultés qui existent encore dans certains pays. Je pense spécialement à ces communautés catholiques obligées de vivre une existence souterraine, à ces jeunes gens victimes de discriminations dans leurs études et leur carrière à cause de leurs croyances religieuses, à ces diocèses privés d'évêques. Heureusement, du moins au niveau des principes, un important progrès a été accompli à la Conférence d'Ottawa en 1985, consacrée au thème des droits de l'homme, et aux débats du Forum culturel de Budapest, la même année.

4. Quand, en novembre 1986, la troisième grande réunion dans la lignée de la Conférence d'Helsinki s'est ouverte à Vienne, il était évident que la majorité des délégations ne se satisferaient pas d'un rewriting de l'Acte final ou du document de Madrid. Elles envisageaient un pas qualitatif en avant, un texte exact avec des engagements concrets. L'opinion publique en était venue à

admettre que le proces-sus d'Helsinki ne signifiait pas seulement la consolidation des principes mais qu'il devait remédier aux situations non justifiées.

Dans le domaine de la liberté de conscience et de religion, les négociateurs commencèrent à partir de deux principes. Le premier était que les Constitutions de tous les pays représentés garantissent à leurs citoyens la liberté religieuse. Le second, qu'en pratique, cette liberté fondamentale était le plus fréquemment violée.

Comme vous le savez, cela fut le commencement de ce qui a été le débat le plus fécond sur la liberté religieuse à l'intérieur de la Conférence. Pendant des mois, les délégations purent expliquer comment leurs gouvernements mettaient en pratique les engagements pris à Helsinki et à Madrid. De son côté, la Délégation du Saint- Siège put fournir des explications et corriger, à l'occasion, certaines évaluations des faits vraiment trop optimistes. Il est frappant de constater l'intérêt suscité par ce sujet. Quatre «propositions» furent avancées par différents groupes de pays - y compris le Saint-Siège - pour établir le document de conclusion.

Vous êtes déjà familiers du texte qui a été adopté à Vienne en janvier dernier. De plusieurs points de vue, et spécialement dans le secteur qui nous concerne ici, il représente des progrès significatifs. La persévérance des négocia-teurs et certains développements positifs dans des pays du centre et de l'est de l'Europe ont rendu possible ce résultat satisfaisant. Nous trouvons dans le docu-ment de Vienne une série de mesures destinées à assurer un exercice plus libre de la liberté religieuse. Je donnerai simplement une brève indication des dispositions les plus importantes:

- Libre accès aux lieux de culte;
- Le droit pour les communautés de s'organiser elles-mêmes en accord avec leur propre structure hiérarchique;
- La facilité d'entrer en communication avec les religions et les organisations religieuses de façon à acquérir une meilleur compréhension de leurs besoins;
- Le droit de donner et de recevoir une éducation reli-gieuse;
- le droit d'obtenir, de posséder et d'utiliser le matériel religieux nécessaire pour pratiquer la religion;
- l'accès des croyants aux moyens de communication;
- La possibilité pour les croyants et les communautés de maintenir des contacts entre eux, à la fois chez eux et à l'étranger.

Ce sont là les mesures concrètes adoptées par les responsables des 35 nations et dont ils auront à répondre devant leurs concitoyens. En fait, c'est là que se trouve l'originalité de l'Acte final et des documents de Madrid et de Vienne: ceux qui les approuvent assument un certain nombre d'obligations non seulement vis-à-vis des autres États, mais aussi vis-à-vis de leurs propres citoyens, que ces documents reconnaissent comme ayant des droits bien définis.

On peut ainsi dire que la façon dont ces engagements sont appliqués et mis en pratique constituera un « test » de développement ou de stagnation. Certains pays auront à modifier leur législation pour se mettre en accord avec ces textes. En fait, le document de Vienne spécifie que les États participants doivent prendre des mesures pour que leurs lois et leur politique correspondent aux mesures adoptées dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (cf. Principes, n° 3). Des procédures de vérification dans le domaine des droits de l'homme ont été adoptées à Vienne, ce qui permettra d'exercer une plus grande vigilance à l'avenir. Une contribution à cette question est attendue de la réunion sur la dimension humaine de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui se déroule maintenant à Paris.

5 Vos Excellences, Mesdames et Messieurs: j'ai souligné le plus grand développement des quatorze dernières années à l'intérieur du cadre de la Conférence en ce qui concerne le thème de la liberté religieuse. En un sens, l'on peut dire que le « canal » ouvert par le processus d'Helsinki a rendu capables « les forces de l'Esprit » d'anticiper dans une certaine mesure la politique de détente dont nous avons été les témoins ces derniers mois. Les idées patiemment semées doivent maintenant mûrir. Nous devons remercier tous ceux qui ont aidé ce lent processus dont nous osons espérer un fruit encore plus abondant.

La liberté religieuse est devenue un thème commun dans le contexte des affaires internationales. Le sujet fait partie de la culture de notre époque, car nos contemporains ont beaucoup appris à la suite des excès d'un passé récent et en sont venus à réaliser que croire en Dieu, pratiquer une religion et se réunir avec d'autres pour exprimer sa foi est une manifestation spéciale de cette liberté de pensée et d'expression qui prend sa source non pas dans une concession accordée par l'État, mais dans la dignité même de la personne humaine.

Il faudra, certes, trouver des formulations plus complètes et espérer qu'il y aura moins de restrictions légales. Pour le présent du moins, la règle du consensus à l'intérieur de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe aussi bien que les différences idéologiques rendent impossible d'obtenir des résultats totalement satisfaisants.

En tout cas, les développements de ces dernières années et le progrès accompli dans l'élaboration des différents textes publiés par la Conférence montrent toujours plus clairement que la liberté religieuse peut exister dans des systèmes sociaux différents. Ce que l'Église demande est que la vie religieuse ne soit pas privée de la liberté dont elle a besoin. Ce que l'État doit lui-même garantir, ainsi que la Déclaration de Vatican II sur la liberté religieuse le demande clairement, est la protection de cette liberté pour tous les citoyens, au moyen de lois justes et en assurant les conditions favorables au développement de la vie religieuse (cf. *Dignitatis humanae*, 6). L'idée que la religion est une forme d'aliénation n'est plus désormais à la mode, parce que heureusement, les chefs des peuples et des nations eux-mêmes en sont venus à réaliser que les croyants constituent un puissant facteur au service du bien commun. La haine et le fanatisme ne peuvent trouver aucune justification parmi ceux qui appellent Dieu « notre Père ». Qui pourrait nier,

en fait, que le commandement de la charité, du pardon des offenses, le sens du devoir, le souci des oubliés - tout ce qui se trouve au cœur du message de nombreuses familles spirituelles - constituent un atout sans prix pour la société?

Dans tous les cas, ce sont ces valeurs que les chrétiens ont à offrir comme contributions spécifiques à la vie publique et internationale. En outre, du fait même qu'ils appartiennent à toutes les classes sociales, à toutes les cultures et à toutes les nations, les membres des dénominations religieuses constituent une force effective pour l'union et la coopération entre les peuples.

6. Aidons l'Europe à découvrir ses racines, à s'identifier plus étroitement avec son passé. Car la vie religieuse n'est pas menacée simplement par des restrictions vexatoires; elle peut l'être aussi par la propagation de fausses valeurs - telles que l'hédonisme, la recherche du pouvoir, l'avidité du gain - qui gagnent du terrain dans divers pays et qui, en pratique, étouffent les aspirations spirituelles de beau-coup de gens. Aussi est-il vital pour les croyants de pouvoir prendre part librement à des débats publics et ainsi de pouvoir proposer une autre vision du monde - celle que leur inspire la foi. De cette façon, ils participent à l'élévation morale de la société dans laquelle ils vivent. Les nations européennes sont de plus en plus conscientes que l'honnête confrontation des idées et des convictions a été une condition indispensable tout au long de leur développement. C'est pour cette raison que l'Europe et le monde peuvent avec raison attendre de la religion une contribution effective à la recherche de la paix.

A Helsinki, ville située aux carrefours de si nombreux courants de l'humanité, les parties prenantes à l'Acte final ont décidé de garantir que les peuples d'Europe retiendraient les leçons du passé et s'engageraient à une plus grande unité à l'aube de l'an 2000. Le monde entier regarde ce continent européen qui a encore de si grandes possibilités et qui sera, j'en suis sûr, aussi prêt à l'avenir que par le passé à partager avec le reste du monde les valeurs qui l'ont formé.

Monsieur le Président, Vos Excellences, Mesdames et Messieurs, c'est sur cet ardent espoir, exprimé aussi par la prière que je vous laisse. Mais avant de conclure, permettez-moi de vous dire que dans la noble tâche de poursuivre le processus d'Helsinki, l'Église catholique ne faillira pas à marcher, avec vous, à vos côtés, avec la discrétion qui convient à sa mission religieuse. Elle est convaincue de la validité de l'idéal qui a pris corps ici, il y a quatorze ans, dans un document qui pour des millions d'Européens, est davantage qu'un Acte final: c'est un "acte d'espérance".

**L'Osservatore Romano. Edition hebdomadaire en langue française n. 28 pp. 11, 12.*

La Documentation Catholique n.1988 pp.682-685.

PELLEGRINAGGIO APOSTOLICO IN NORVEGIA, ISLANDA,
FINLANDIA, DANIMARCA E SVEZIA

**DISCORSO DI GIOVANNI PAOLO II
AI MEMBRI DELLA «SOCIETÀ PAAVISIKIVI»
NELLA SALA DEI CONCERTI DELLA «FINLANDIA HALL»***

Helsinki (Finlandia) - Lunedì, 5 giugno 1989

Excelencias,
Señor Presidente,
señoras y señores:

1. Quisiera darle las gracias, Señor Presidente, por sus amables palabras de bienvenida. Me da mucho gusto saludaros a todos vosotros, miembros de esta prestigiosa Sociedad Paasikivi, a los diplomáticos y a las eminentes personalidades que honran con su presencia este encuentro. Mi venida a este "Finlandia Hall es una respuesta a vuestra cordial invitación y desea manifestar una vez más el fuerte apoyo de la Santa Sede al proceso que comenzó justamente en este lugar el día 1 de agosto de 1975 en la Conferencia sobre Seguridad y Cooperación en Europa.

El documento final de Helsinki firmado por todos los Estados de Europa, juntamente con Canadá y Estados Unidos, debe considerarse como uno de los instrumentos más significativos del diálogo internacional. En aquella ocasión todos los 35 países que firmaron se pusieron de acuerdo sobre un hecho fundamental: que la paz no está segura cuando las armas callan, pues la paz es más bien el resultado de la cooperación de los individuos por una parte y de las sociedades mismas por otra, y es también el resultado del respeto de algunos imperativos éticos.

Los famosos "diez principios" que abren el Documento final de Helsinki constituyen la base sobre la que los pueblos de Europa, que han sido víctimas de tantas guerras y divisiones, desean ahora consolidar y preservar la paz, de modo que se permita a las futuras generaciones vivir en armonía y seguridad.

2. Los autores del Documento final comprendieron claramente que la paz sería muy precaria sin una cooperación entre las naciones y entre los individuos, sin una mejor cualidad de la vida y sin la promoción de los valores que los europeos tienen en común. Esta es la razón por la que, entre aquellos diez principios, el séptimo habla del "respeto de los derechos humanos y de las libertades fundamentales, incluidas las libertades de pensamiento, de conciencia, de religión o de

credo". Además, en el tercer párrafo, insertado por iniciativa de la Santa Sede, se lee que los Estados participantes "reconocen y respetan la libertad del individuo de profesar y practicar, sólo o en unión con otros, una religión y un credo, actuando según el dictamen de la propia conciencia".

Al subrayar el respeto por la libertad religiosa entre los fundamentos de la paz en Europa, el Documento final no sólo ha permanecido fiel a la herencia espiritual europea, permeada desde sus orígenes por el mensaje cristiano, sino que también ha puesto de relieve la convicción de la Iglesia católica, y de muchos creyentes, de que el derecho de los individuos y de las comunidades a las libertades sociales y civiles en materia de religión, es una de las columnas que sostienen el edificio de los derechos humanos.

Excelencias, señoras y señores: En la Conferencia de Helsinki, los negociadores reafirmaron el principio según el cual los creyentes que se sienten discriminados por causa de su fe, no pueden participar con plenitud en la construcción de la sociedad en que viven. Cuando son reprimidas las libertades y los derechos fundamentales, resulta de algún modo perturbada la armonía social de una entera nación, obstaculizando así el esfuerzo por la paz.

Pero los autores del Documento final también comprendieron otra dimensión de la libertad religiosa, sobre la que la Delegación de la Santa Sede no dejó de insistir cada vez que las circunstancias lo exigían: la dimensión "social" de la práctica religiosa. Por encima y más allá de la libertad de "culto", la pertenencia a una comunidad de fe presupone contactos y encuentros entre las personas que profesan la misma fe. Precisamente a la luz de esta consideración se debería leer el siguiente párrafo del tercer apartado dedicado a los contactos humanos: los firmantes "confirman que los cultos religiosos y las instituciones y organizaciones religiosas, operantes en el marco constitucional de los Estados participantes, y sus representantes, pueden, en el ámbito de su actividad, tener contactos y encuentros entre sí, y realizar intercambio de informaciones".

3. Deseo recordar que, al invocar una siempre más eficaz libertad de práctica religiosa de este tipo, la Santa Sede siempre ha tomado en consideración las opiniones de los demás cristianos y de las otras denominaciones no cristianas. No fueron pocas las consultas, y muchas familias espirituales separadas de la Iglesia católica expresaron su apoyo a esta manera nueva de afrontar el problema. También aseguraron eficazmente que las ideas desarrolladas durante las consultas de Helsinki y de Ginebra encontrarían una reacción favorable entre los responsables de sus respectivos países.

Durante los numerosos encuentros que siguieron por el camino trazado en el Acuerdo de Helsinki, la Santa Sede se preocupó siempre de demostrar a todos los delegados en qué medida un libre y eficaz ejercicio de la práctica religiosa contribuye al fortalecimiento de la seguridad y de la cooperación entre los pueblos, e identificó penosos casos de total negación de la libertad

religiosa a las comunidades católicas de rito oriental que han perdido ‘incluso el derecho a la existencia dentro de las nuevas estructuras políticas y jurídicas del período posterior a guerra’.

A la luz de la diferencia entre los principios afirmados y los graves obstáculos que afrontan algunas comunidades de creyentes en Europa, me pareció oportuno, pocos meses antes del comienzo de la segunda Reunión de Madrid, escribir a todos los jefes de Estado de los países firmantes del Documento final. Se trataba de ayudar a los negociadores a definir la libertad religiosa de modo más preciso, de considerarla en todas sus dimensiones, y especialmente de poner de relieve la contribución que la libertad religiosa puede ofrecer al mantenimiento de la paz y a la cooperación entre los pueblos. Señoras y señores, me alegra comunicaros que algunos de estos prestigiosos Jefes de Estado no sólo tuvieron la amabilidad de contestarme, sino que expresaron también su adhesión al contenido de mi mensaje. Aquel mensaje estaba en armonía con la Declaración sobre la Libertad religiosa del Concilio Vaticano II, que afirma con claridad que una correcta aplicación del principio de libertad religiosa ayuda también a los ciudadanos a reconocer las exigencias del orden moral de forma que “obedezcan a la autoridad legítima y sean amantes de la genuina libertad;... que juzguen las cosas con criterio propio a la luz de la verdad; que ordenen sus actividades con sentido de responsabilidad” (*Dignitatis humanae*, 8).

Como recordaréis, en Madrid fue posible incluir en el Documento final el siguiente párrafo: “Los Estados participantes reafirman su voluntad de reconocer, respetar y realizar acciones comunes necesarias para asegurar la libertad del individuo de profesar y practicar, solo o en comunidad con otros, su propio credo o su propia religión, actuando de acuerdo con el dictamen de su propia conciencia. En este contexto consultarán, cada vez que sea necesario, a las diversas Confesiones religiosas; a las Instituciones y Organizaciones que actúan dentro de la estructura constitucional de sus respectivos países”. Tales contactos son siempre positivos y consideré oportuno, como alguien recordará, volver a proponerlos cuando visité la sede de las Naciones Unidas el 2 de octubre de 1979.

El Documento de Madrid plantea también el problema de una correcta colocación legal de las Confesiones religiosas, de las Instituciones y de las organizaciones que la solicitan, y que están dispuestas a practicar su fe dentro de la estructura constitucional correspondiente. Establece, además, que los Estados están decididos a facilitar la actividad y los contactos entre las diversas comunidades y sus delegados en la esfera de su actividad espiritual. Este tema ha sido afrontado aún más detalladamente en la Reunión de Expertos sobre los contactos entre los pueblos, que se desarrolló en Berna en 1983.

Es consolador poder afirmar que algunas ideas han salido adelante a pesar de las serias dificultades que aún existen en algunos países. Pienso de manera especial en aquellas comunidades católicas obligadas a vivir una existencia subterránea; en los jóvenes que sufren discriminación durante sus estudios y su carrera a causa de su credo religioso; y en aquellas diócesis privadas de sus obispos.

Afortunadamente, al menos en el plano de los principios, se han logrado ya progresos en la Reunión de Otawa de 1985, dedicada al tema de los derechos humanos y a los debates del Forum cultural desarrollado aquel mismo año en Budapest.

4. Cuando se abrió en Viena, en noviembre de 1986, la tercera gran Reunión posterior a la Conferencia, quedó claro que la mayor parte de las Delegaciones no se contentarían con una nueva redacción del Documento final o del Documento de Madrid. Intentaban dar un salto cualitativo: un texto preciso, con compromisos concretos. La opinión pública había comprendido que el proceso puesto en movimiento en Helsinki no significaba sólo consolidar los principios sino también poner remedio a situaciones que podían justificarse.

En la esfera de la libertad de conciencia y de religión los negociadores comenzaron con dos premisas. La primera era que la Constitución de todos los países representados garantizaba a sus ciudadanos la libertad religiosa. La segunda era que en la práctica ésta es la libertad fundamental con más frecuencia violada.

Como bien sabéis, esto constituye el inicio de lo que fue sin duda el más fructuoso debate sobre la libertad religiosa dentro de la Conferencia. Durante meses las Delegaciones lograron explicar de qué modo sus Gobiernos ponían en práctica las decisiones tomadas en Helsinki y en Madrid. Por su parte, la Delegación de la Santa Sede pudo aportar explicaciones y de vez en cuando corregir algunas valoraciones excesivamente optimistas de los hechos. Es sorprendente notar el interés que suscitó el tema. Cuatro “proposiciones” fueron elaboradas por diferentes grupos de países, incluido la Santa Sede, con vistas a la redacción del documento conclusivo.

Vosotros ya conocéis bien el texto que se adoptó en Viena en enero pasado. Desde muchos puntos de vista, y especialmente en este campo —que suscita tanto nuestro interés—, en este momento representa un progreso significativo. La perseverancia de los negociadores y algunos desarrollos positivos en países de Europa Central y Oriental han hecho posible este satisfactorio resultado.

En el Documento de Viena encontramos una serie de medidas que miran a asegurar un ejercicio más libre de la libertad religiosa. Quiero sólo dar una breve indicación de las disposiciones más importantes:

- libre acceso a los lugares de culto;
- el derecho de las comunidades a organizarse según la propia estructura jerárquica;
- una disposición a entrar en consultas con las Confesiones y organizaciones religiosas para obtener una mejor comprensión de sus solicitudes;
- el derecho de obtener, poseer y utilizar material religioso necesario para la práctica de la religión;
- el acceso de los creyentes a los medios de comunicación;

— la posibilidad para los creyentes y para las comunidades de mantener contactos directos entre sí tanto en el propio país como en el exterior.

Estas son las disposiciones concretas adoptadas por los responsables de 35 naciones y de las que ellos responderán frente a sus ciudadanos. Efectivamente, aquí está la originalidad del Documento final y de los Documentos de Madrid y de Viena: aquellos que los aprueban asumen una serie de obligaciones no sólo respecto a los demás Estados sino también frente a sus ciudadanos, a los que estos documentos reconocen derechos muy precisos.

Se puede decir así que el modo en que estos compromisos se aplican y se ponen en práctica constituirá una “prueba” de desarrollo o de estancamiento. Algunos países deberán incluso modificar sus legislaciones en materia de libertad religiosa para conformarlas con estos textos.

En efecto, el Documento especifica que los Estados participantes deben tomar iniciativas para asegurar que sus leyes y sus políticas correspondan efectivamente a las medidas adoptadas dentro de la estructura de la Conferencia sobre la Seguridad y sobre la Cooperación en Europa (cf. -Principios, 3). En Viena se adoptaron procedimientos de verificación en el campo de los derechos humanos, que permitirán ejercer una vigilancia aún mayor en el futuro. Una contribución a este problema debería venir de la Reunión sobre la dimensión humana de la Conferencia sobre la Seguridad y sobre la Cooperación en Europa, que se está desarrollando actualmente en París.

5. Excelencias, señoras y señores: He señalado los desarrollos más importantes de los últimos 14 años dentro de la estructura de la Conferencia sobre el problema de la libertad religiosa.

En cierto sentido se puede afirmar que el “canal” siempre abierto, representado por el proceso de Helsinki, ha permitido a las “fuerzas del espíritu» anticipar, en alguna medida, la distensión política que estamos presenciando en los últimos meses. Las ideas sembradas con paciencia han alcanzado su madurez. Debemos mostrar nuestro agradecimiento a todos los que han colaborado en este lento proceso del que nos atrevemos a esperar frutos aún más abundantes.

La libertad religiosa se ha convertido en un tema común dentro del contexto de los asuntos internacionales. El problema ha llegado a formar parte de la cultura de nuestro tiempo, puesto que nuestros contemporáneos han aprendido mucho de los excesos del pasado reciente, y han comprendido que creer en Dios, practicando la religión y uniéndose a los demás en la expresión de su propia fe, es una especial manifestación de aquella libertad de pensamiento y de expresión que tiene origen no en una concesión otorgada por el Estado sino en la dignidad misma de la persona humana.

Ciertamente se podrían encontrar formulas más completas y se podrían esperar restricciones legales menos acentuadas. De todos modos, al menos por el momento, la norma de la unanimidad dentro de la Conferencia sobre la Seguridad y sobre la Cooperación en Europa, así como las diferencias ideológicas, hacen imposible obtener resultados completamente

satisfactorios.

En todo caso los desarrollos de estos últimos años, y los progresos conseguidos en la redacción de los diversos textos publicados por la Conferencia, demuestran cada vez más claramente que la libertad religiosa puede existir en diferentes sistemas sociales. Lo que las Iglesias solicitan es que a la vida religiosa no se le niegue la libertad que le es necesaria. Lo que el Estado debe garantizar, como indica la Declaración sobre la Libertad Religiosa del Concilio Vaticano II, es la protección de esta libertad para todos sus ciudadanos mediante leyes justas y, asegurando condiciones favorables al desarrollo de la vida religiosa (cf. *Dignitatis humanae*, 6). La idea de que la religión es una forma de alienación ya no está de moda porque, afortunadamente, los Jefes de las naciones y los pueblos mismos han comprendido que los creyentes constituyen un factor poderoso en favor del bien común. Odio y fanatismo no pueden encontrar ninguna justificación entre aquellos que llaman a Dios “Padre nuestro”. Pues, ¿quién podría negar que el mandamiento de la caridad, del perdón de las ofensas, del sentido del deber y de la preocupación por los abandonados —y todo esto se encuentra en el centro del mensaje de muchas familias espirituales—, constituye un patrimonio incalculable para la sociedad? De todos modos estos son sólo algunos de los valores que los cristianos deben ofrecer como su contribución específica a la vida pública e internacional. Además, precisamente por el hecho de que provienen de todas las clases sociales, de todas las culturas y naciones, los miembros de denominaciones religiosas constituyen una fuerza eficaz para la unión y la cooperación entre los pueblos.

6. Ayudemos a Europa a descubrir sus raíces, a identificarse más de cerca con su pasado. Por otra parte, la vida religiosa no está amenazada solamente por restricciones opresivas; puede también estar amenazada por la difusión de falsos valores, como el hedonismo, la búsqueda de poder y la avaricia, que están realizando grandes progresos en diversos países y que en la práctica minan las aspiraciones espirituales de gran número de personas. Por eso es de vital importancia para los creyentes estar en grado de participar libremente en el debate público y presentar así otra visión del mundo: la visión inspirada por su fe. De este modo contribuyen al crecimiento moral de la sociedad en que viven. Las naciones europeas han ido adquiriendo cada vez más la conciencia de que una franca confrontación de ideas y de convicciones ha sido una condición indispensable de su desarrollo global. Por este motivo Europa y el mundo, pueden, con toda razón, esperar de las religiones una eficaz contribución a la búsqueda de la paz.

En Helsinki, una ciudad situada geográficamente en la encrucijada de tantas corrientes humanas, las partes interesadas en el Acta Final decidieron hacer que los pueblos de Europa aprendieran las lecciones de su pasado y se comprometieran en una mayor unidad ante la inminencia del año 2.000. El mundo mira a este Continente, que tiene aún un gran potencial y que sin duda estará tan dispuesto en el futuro como lo ha estado en él pasado a compartir con el resto del mundo los valores que lo han formado.

Señor Presidente, Excelencias, señoras y señores: Con ardiente esperanza, expresada también

en forma de oración, me despido de vosotros, pero antes de terminar, permitidme decir que en la noble tarea de llevar a término el proceso de Helsinki, la Iglesia católica no dejará de estar a vuestro lado de aquel modo discreto que caracteriza su misión religiosa. Ella está convencida de la validez del ideal encarnado aquí hace catorce años en un documento que para millones de europeos es más que un Acta Final: ¡es un «acto de esperanza»!

**L'Osservatore Romano. Edición semanal en lengua española n.25 p.20.*

© Copyright 1989 - Libreria Editrice Vaticana

Copyright © Dicastero per la Comunicazione - Libreria Editrice Vaticana